



Monsieur Mars Di Bartolomeo  
Président de la  
Chambre des Député-e-s  
Luxembourg



Luxembourg, le 7 décembre 2017

Monsieur le Président,

Par la présente et conformément au règlement de la Chambre des Député-e-s, nous nous permettons de poser une **question parlementaire** à Monsieur le **Ministre de la Sécurité sociale** et à Monsieur le **Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**.

Conformément à la Convention relative aux droits de l'enfant, l'école luxembourgeoise respecte le droit de l'enfant à l'éducation. Ainsi, tout enfant en âge de scolarité obligatoire habitant le territoire luxembourgeois doit être inscrit à l'école indépendamment de sa nationalité ou de son statut.

Dans le but d'attribuer aux communes les ressources nécessaires pour assurer l'enseignement fondamental, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse détermine annuellement un contingent de leçons de base pour toute commune en tenant compte de l'indice socio-économique et socio-culturel de la population scolaire y résidant. À cette fin, les communes sont appelées à communiquer au Ministère le nombre d'élèves scolarisés dans leurs écoles au moyen de leur inscription dans le programme informatique « Sclaria », spécialement conçu à cet effet. L'inscription des élèves dans ce programme se fait par la matricule inscrite sur leur carte de sécurité sociale délivrée par le Centre Commun de la Sécurité Sociale.

Or, il s'avère que dans certaines communes, la population scolaire comprend des élèves qui ne sont pas en possession d'une matricule du fait qu'ils ne sont pas affiliés à la sécurité sociale car les documents requis font défaut. La conséquence en est que le contingent de leçons attribué à ces communes ne peut pas tenir compte des élèves en question et que le nombre de leçons de base ne correspond donc pas au nombre réel d'élèves scolarisés.

Considérant que cette situation crée des problèmes au sein de l'organisation scolaire et qu'elle défavorise les communes concernées par rapport à celles dont tous les élèves sont recensés au « Sclaria », nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

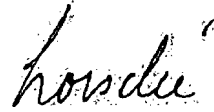
1. **Messieurs les Ministres peuvent-ils nous fournir des informations quant au nombre d'enfants scolarisés à l'école fondamentale du Grand-Duché de Luxembourg qui ne sont pas en possession d'une matricule de sécurité sociale et qui ne sont donc pas inscrits au programme « Sclaria » ?**
2. **Quelles sont les communes concernées ?**

3. Par quels moyens Messieurs les Ministres entendent-ils remédier à la situation afin que le contingent de leçons de base attribué aux communes puisse dans tous les cas tenir compte de l'intégralité de leur population scolaire ?
4. Ne serait-il pas utile de créer un système d'affiliation intermédiaire à la Sécurité sociale afin que tous les enfants résidant au Luxembourg puissent profiter d'une couverture sociale, jusqu'à l'établissement et la délivrance des documents requis ?

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre très haute considération.



**Claude Adam**  
Député



**Josée Lorsché**  
Députée



Luxembourg, le 16 janvier 2018

Monsieur le Président de la Chambre  
des Députés  
19, rue du Marché-aux-Herbes  
L-1728 Luxembourg

**Réponse commune du Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et du Ministre de l'Intérieur à la question parlementaire N° 3511 des Députés Claude Adam et Josée Lorsché**

**Ad 1)**

En date du 2 janvier 2018, 44 enfants scolarisés dans les écoles fondamentales communales n'avaient pas encore de matricule de la sécurité sociale. Néanmoins tout enfant, qu'il possède un numéro d'identification nationale ou non, peut être inscrit dans le logiciel Scolaria.

Si aucun numéro d'identification n'a encore été attribué à un élève, les services du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse se chargent de son inscription dans sa classe en lui attribuant un matricule intermédiaire en attendant que le numéro d'identification définitif lui soit attribué. Ces inscriptions se font tout au long de l'année scolaire sur simple demande de la part du titulaire de classe de l'élève concerné. L'inscription de chaque élève qui arrive en cours d'année scolaire dans une classe est obligatoire et appartient à la tâche du titulaire de classe.

**Ad 2)**

Les communes concernées sont les suivantes avec indication du nombre d'enfants au 2 janvier 2018 :

Bertrange	1
Bettembourg	1
Diekirch	1
Differdange	18
Dudelange	3
Echternach	5
Esch-sur-Alzette	5
Ettelbruck	1
Käerjeng	1
Mondorf-les-Bains	1
Rumelange	1
Sanem	2
Schieren	1
Schifflange	1
Strassen	1
Vianden	1

**Ad 3)**

Le mode de calcul actuel du contingent, en vigueur depuis juin 2017, permet également de prendre en compte, pour la publication de la 2<sup>e</sup> liste des postes d'instituteur vacants, les enfants qui arrivent en cours de l'année scolaire après l'établissement initial du contingent.

**Ad 4)**

À l'enseignement secondaire, 200 élèves sont actuellement inscrits avec un matricule provisoire, qui leur est attribué soit par le lycée accueillant, soit par la Cellule d'accueil scolaire pour élèves nouveaux arrivants (CASNA).

De ce fait, les élèves qui ne sont pas en possession d'un numéro d'identification, sont pris en compte pour le calcul du contingent des différents lycées qui se fait vers la fin de la 1<sup>ère</sup> moitié du trimestre. Le calcul ne prend pas en compte le fait que des élèves arrivent tout au long de l'année scolaire. Ces arrivées nécessitent, le cas échéant, la création de classes ad hoc.

A handwritten signature in dark ink, consisting of a large, stylized 'C' followed by a horizontal line and a small flourish.

Claude Meisch  
Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse